

CONVENTION POUR L'OCTROI D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU VOLET 1 DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA PRODUCTION DE GAZ NATUREL RENOUVELABLE (PSPGNR)

ENTENTE DE SUBVENTION N° PSPGNRV1XXXX

ENTRE : Le **MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES**, pour le gouvernement du Québec, ayant ses bureaux au 5700, 4^e Avenue Ouest, Québec (Québec) G1H 6R1, représenté par M^{me} Marie-Josée Lizotte, sous-ministre, dûment autorisée en vertu de l'article 5 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2),

(ci-après appelé le « **MINISTRE** »);

ET : « **NOM DE LA SOCIÉTÉ** », organisation légalement constituée, représentée par « *Appel* » « *Prénom* » « *Nom* », « *Titre* », au « *Adresse* », « *Ville* » (« *Province* ») « *Code postal* », dûment autorisé tel qu'« *il ou elle* » le déclare

(ci-après appelée le « **PARTICIPANT** »),

(ci-après appelés les « **PARTIES** »).

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE l'article 46.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) (LQE) prévoit que le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (ci-après nommé le « MELCC ») élabore et propose au gouvernement une politique-cadre sur les changements climatiques et qu'il en assume la mise en œuvre et en coordonne l'exécution;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a annoncé en novembre 2020 le Plan pour une économie verte 2030 (PEV 2030) à titre de politique-cadre sur les changements climatiques prévue à l'article 46.3 de la LQE, ainsi que son plan de mise en œuvre;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 15.1 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (RLRQ, chapitre M-30.001), est institué le Fonds d'électrification et de changements climatiques qui est notamment affecté au financement de toute mesure liée à la lutte contre les changements climatiques;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 15.4.3 de cette loi, lorsque les activités d'un ministère permettent la mise en œuvre de mesures pouvant être financées par le fonds conformément à l'article 15.1, le MELCC peut conclure une entente avec le ministre responsable de ce ministère afin de lui permettre de porter au débit du fonds les sommes pourvoyant à ces mesures;

Initiales _____

ATTENDU QUE le MELCC et le **MINISTRE** ont conclu le 8 juin 2021 une entente administrative relative à l'application du Plan de mise en œuvre 2021-2026 du PEV 2030;

ATTENDU QUE, en vertu de cette entente, le **MINISTRE** est responsable des sommes portées au débit du Fonds d'électrification et de changements climatiques pour la mise en œuvre des actions sous sa responsabilité et qu'il effectuera le suivi et la reddition de comptes auprès du MELCC;

ATTENDU QUE, en vertu de cette entente, le **MINISTRE** est responsable de l'application de la mesure 2.1.1 du plan de mise en œuvre du PEV 2030, visant à soutenir la production et la distribution de gaz naturel renouvelable;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 13° de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, les fonctions et pouvoirs du **MINISTRE** consistent à assurer le maintien des approvisionnements en énergie;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 3° de l'article 12 de cette loi, les fonctions et pouvoirs du **MINISTRE** consistent à élaborer et à mettre en œuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières;

ATTENDU QUE le **MINISTRE** gère le Programme de soutien à la production de gaz naturel renouvelable (PSPGNR), ci-après appelé le « Programme »;

ATTENDU QUE le cadre normatif du Programme a été approuvé par le Conseil du trésor le [insérer date];

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 15 de cette loi, le **MINISTRE** peut, pour l'exercice de ses fonctions, accorder des subventions;

ATTENDU QUE, conformément au Volet 1 du Programme, le **PARTICIPANT** a soumis une demande de subvention au **MINISTRE** le [date de dépôt de la demande], laquelle est présentée en annexe;

ATTENDU QU'à la suite de l'évaluation de la demande du **PARTICIPANT**, celle-ci a été acceptée par le **MINISTRE**;

EN CONSÉQUENCE, LES **PARTIES** CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet l'octroi, par le **MINISTRE**, d'une subvention maximale de [insérer montant] dollars (xxx xxx xxx \$) au **PARTICIPANT**, au cours des exercices financiers [insérer date] et [insérer date] pour lui permettre de réaliser une étude afin de déterminer la faisabilité d'un projet de production de gaz naturel renouvelable (GNR) visant l'injection dans le réseau gazier ou la faisabilité d'un projet de connexion au réseau gazier d'un ou des sites de production de GNR, le tout tel que plus amplement décrit à l'annexe (ci-après l'« Étude »).

Le montant final de la subvention ne peut dépasser **75 %** des dépenses admissibles totales de l'Étude. Les dépenses admissibles et non admissibles et les plafonds sont ceux prévus au cadre normatif du Programme.

Initiales _____

2. MODALITÉS DE VERSEMENT

La subvention prévue à la clause 1 sera versée au **PARTICIPANT** en deux versements selon les modalités suivantes :

- 1° **POUR L'EXERCICE FINANCIER (INSÉRER DATE)**, un versement correspondant à un maximum de **75 %** de la subvention prévue à la clause 1, soit un maximum de **(insérer montant)**, après la signature de la convention par les **PARTIES**;
- 2° Pour l'exercice financier **(insérer date)**, un versement couvrant au maximum le montant résiduel de la subvention prévue à la clause 1 après la réception et l'acceptation par le **MINISTRE** :
 - d'une copie de l'ensemble des factures des dépenses liées à la réalisation de l'Étude et de l'ensemble des données nécessaires à l'appréciation des résultats du Programme, tel que spécifié à la clause 3 paragraphe 3°;
 - d'une copie dans son contenu intégral de l'Étude, tel que spécifié à la clause 3 paragraphe 3°.

Chaque versement est conditionnel à l'adoption, par l'Assemblée nationale du Québec, des crédits budgétaires nécessaires et à leur disponibilité de même qu'à la disponibilité des sommes dans le Fonds d'électrification et de changements climatiques, conformément aux dispositions des articles 21 et 51 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001).

Le **MINISTRE** se réserve le droit de réduire proportionnellement le montant de la subvention et de demander un remboursement total ou partiel, le cas échéant, notamment si :

- 1° le total des dépenses admissibles réellement engagées par le **PARTICIPANT** est inférieur au total des dépenses admissibles prévues au montage financier de l'Étude déposée dans le cadre de la participation au Programme et approuvée par le **MINISTRE**;
- 2° le montant de la subvention versée excède le pourcentage maximal mentionné à la clause 1;
- 3° le **PARTICIPANT** apporte des modifications substantielles à l'Étude que le **MINISTRE** juge non pertinentes;
- 4° des dépenses ne sont pas jugées admissibles par le **MINISTRE**;
- 5° le **PARTICIPANT** reçoit une autre aide financière relativement à l'Étude qui ne respecte pas les modalités prévues au cadre normatif du Programme ou qui excède le seuil de cumul des aides financières prévu au cadre normatif du Programme;
- 6° l'Étude est abandonnée avant sa réalisation complète. Dans ce cas, le **MINISTRE** ne demandera qu'un remboursement partiel si le **PARTICIPANT** est en mesure de démontrer que les dépenses engagées ont été faites de façon diligente et de bonne foi dans l'objectif de réaliser l'Étude et qu'il a cessé d'engager des dépenses au moment où il a constaté que l'Étude n'était plus réalisable;
- 7° les rapports et tous autres documents exigés sont insatisfaisants, incomplets ou manquants.

Initiales _____

3. CONDITIONS D'OCTROI

Afin de bénéficier de la subvention, le **PARTICIPANT** s'engage à respecter les conditions suivantes :

- 1° respecter le cadre normatif du Programme (version en vigueur du [insérer date]) disponible sur le site Internet du MERN (<https://mern.gouv.qc.ca/energie/programmes/programme-soutien-pspgnr/>);
- 2° réaliser l'Étude au plus tard le [insérer date], selon l'échéancier de réalisation prévu en annexe, ce qui inclut les activités qui, bien que non spécifiquement énumérées aux présentes, sont nécessaires à sa réalisation;
- 3° remettre au **MINISTRE**, pour la réception du dernier versement, au plus tard le [insérer date] :
 - une copie de l'ensemble des factures des dépenses liées à la réalisation de l'Étude et de l'ensemble des données nécessaires à l'appréciation des résultats du Programme, notamment des renseignements nécessaires à la mesure des indicateurs de résultats prévus dans le cadre normatif et dans le cadre de suivi et d'évaluation préliminaire du Programme;
 - dans le cas de coût pour des salaires et des avantages sociaux en régie interne associés à la réalisation de l'Étude, du détail des honoraires et autres coûts ainsi que la liste des travaux réalisés;
 - une copie, dans son contenu intégral et final, de l'Étude réalisée à l'aide de la subvention reçue;
- 4° utiliser la subvention, y compris les intérêts produits, aux seules fins qui y sont prévues et uniquement pour les dépenses directement en lien avec la réalisation de l'Étude et jugées admissibles et raisonnables par le **MINISTRE**;
- 5° rembourser au **MINISTRE**, au plus tard le [insérer date], tout montant non utilisé de la subvention, y compris les intérêts produits;
- 6° rembourser au **MINISTRE**, dans les plus brefs délais, tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente convention;
- 7° consentir à ce qu'une annonce publique soit faite par le gouvernement du Québec, communiquant les renseignements suivants : le nom et l'adresse du **PARTICIPANT**, la nature de l'Étude, le montant de la subvention et les termes généraux de la présente convention;
- 8° indiquer clairement dans toutes les activités de communication reliées à la présente convention qu'une subvention du gouvernement du Québec a été versée dans le cadre du Programme de soutien à la production de gaz naturel renouvelable découlant du Plan pour une économie verte 2030 (PEV 2030). Les outils de communication devront être transmis au **MINISTRE** pour approbation préalable à leur diffusion dans le respect du *Guide sur les communications publiques à l'intention des bénéficiaires d'une aide financière découlant du Plan pour une économie verte 2030*;
- 9° conserver tous les documents reliés à la subvention pendant une période de cinq ans suivant l'expiration de la présente convention ou jusqu'au règlement complet des litiges et réclamations, selon la plus tardive des deux dates, en

Initiales _____

permettre l'accès à un représentant du **MINISTRE** et lui permettre d'en prendre copie;

- 10° respecter les lois, règlements, décrets, arrêtés ministériels et normes applicables;
- 11° éviter toute situation mettant en conflit son intérêt personnel (ou dans le cas d'une personne morale, l'intérêt personnel de ses administrateurs) et celui du **MINISTRE** ou créant l'apparence d'un tel conflit, à l'exclusion toutefois d'un conflit découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention.

Si une telle situation se présente, le **PARTICIPANT** doit immédiatement en informer le **MINISTRE** qui, à sa discrétion, pourra émettre une directive indiquant au **PARTICIPANT** comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier la présente convention;

- 12° s'il emploie plus de cent (100) personnes au Québec et obtient une subvention de cent mille dollars (100 000 \$) ou plus, mettre en place ou maintenir un programme d'accès à l'égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec (chapitre C-12);
- 13° demeurer entièrement responsable des contrats attribués dans le cadre de la réalisation de la présente convention;
- 14° aviser le **MINISTRE** par écrit et dans les meilleurs délais, de toute autre aide financière reçue ou demandée relativement à l'objet de la présente convention;
- 15° fournir au **MINISTRE**, sur demande et dans un délai raisonnable, tout autre document ou renseignement pertinent sur l'utilisation de la subvention et l'avancement de l'Étude;
- 16° placer et conserver les sommes reçues dans un compte bancaire distinct de ses autres activités;
- 17° collaborer entièrement avec le **MINISTRE** en tout temps pour la réalisation de la présente convention.

4. **RÉSILIATION**

Le **MINISTRE** se réserve le droit de résilier la convention de subvention, en tout temps et en tout ou en partie, si :

- 1° le **PARTICIPANT** lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;
- 2° le **PARTICIPANT** avise le **MINISTRE**, dans un rapport écrit, de modifications substantielles aux objectifs de l'Étude ainsi que sur ses coûts ou ses échéanciers de mise en place, lesquelles sont jugées non pertinentes;
- 3° le **PARTICIPANT** fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu du cadre normatif du Programme et de la convention de subvention;
- 4° le **PARTICIPANT** cesse ses activités de quelque façon que ce soit et sur une base permanente, y compris en raison d'une faillite, de la liquidation ou de la cession de ses biens;

Initiales _____

5° il est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles la subvention a été accordée.

Dans les cas prévus aux paragraphes 1°, 4° et 5°, la convention de subvention sera résiliée à compter de la date de réception par le **PARTICIPANT** d'un avis du **MINISTRE** à cet effet.

La constatation du défaut par cet avis équivaut à une mise en demeure.

Le **MINISTRE** cessera à cette date tout versement de la subvention, à l'exception, dans les cas prévus au paragraphe 4°, des montants de subvention dus pour les dépenses encourues et payées par le **PARTICIPANT** relativement à des dépenses admissibles visées par la convention de subvention.

Dans les cas prévus aux paragraphes 2° et 3°, le **MINISTRE** doit transmettre un avis de résiliation au **PARTICIPANT** et celui-ci aura trente (30) jours ouvrables pour remédier au défaut énoncé dans l'avis et en aviser le **MINISTRE**, à défaut de quoi la convention de subvention sera automatiquement résiliée à compter de la date de réception de cet avis, sans compensation ni indemnité pour quelque cause ou raison que ce soit.

Dans les cas prévus aux paragraphes 1° à 3° et 5°, le **MINISTRE** se réserve le droit d'exiger le remboursement total ou partiel du montant de la subvention qui aura été versée à la date de la résiliation.

Dans les cas prévus aux paragraphes 1° à 3°, le **PARTICIPANT** sera responsable de tous les dommages subis par le **MINISTRE** du fait de la résiliation de la convention.

5. RESPONSABILITÉ DU PARTICIPANT

Le **PARTICIPANT** est responsable de tout dommage causé par lui, ses employés, des agents, des représentants ou des sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention, y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu de cette dernière.

Le **PARTICIPANT** s'engage à prendre fait et cause pour le **MINISTRE**, à l'indemniser de tout recours, réclamation, demande, poursuite ou autre procédure pris par toute personne en raison de dommages ainsi causés et à s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de la réalisation de l'objet de la présente convention.

6. COMMUNICATION ET REPRÉSENTANTS DES PARTIES

Aux fins de l'application de la présente convention, y compris pour toute approbation qui y est requise, les **PARTIES** désignent respectivement pour les représenter les personnes mentionnées ci-après.

Tout avis, communication, renseignement ou document exigé en vertu de la présente convention doit, pour être valide et lier les **PARTIES**, être donné par écrit et être transmis par un moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis, aux coordonnées suivantes :

LE MINISTRE

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
5700, 4^e Avenue Ouest, bureau A-422

Initiales _____

Québec (Québec) G1H 6R1

À l'attention de : Monsieur Xavier Brosseau
Directeur des approvisionnements et des biocombustibles

Téléphone : 418 627-6385, poste 8351

Courriel : gnr@mern.gouv.qc.ca

LE PARTICIPANT

Nom de l'entreprise

Adresse complète

À l'attention de : Nom du représentant de l'entreprise responsable du dossier

Titre du représentant

Téléphone : xxx xxx-xxxx

Courriel : xxxx@xxxxx.com

Tout changement d'adresse ou de représentant doit faire l'objet d'un avis écrit à l'autre partie dans les dix (10) jours suivant ce changement.

7. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente convention ne peuvent être cédés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du **MINISTRE**, qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

8. VÉRIFICATION

Les versements ou les demandes de versements découlant de l'exécution de la convention peuvent faire l'objet d'une vérification par le **MINISTRE**, par toute autre personne ou tout organisme dans le cadre des fonctions qu'ils exercent ou des mandats qui leur sont confiés.

9. INTERPRÉTATION

Le préambule, les documents contractuels et l'annexe préalablement mentionnés dans la convention en font partie intégrante et les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre l'annexe et la convention, cette dernière prévaudra.

Le présent document constitue la seule convention entre les **PARTIES** à l'égard de l'objet de la présente convention et toute convention non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

10. DURÉE

La présente convention débute à la date de l'apposition de la dernière signature et se terminera au plus tard le [insérer date].

Demeure en vigueur malgré la fin de la convention, quelle qu'en soit la cause, toute obligation qui par sa nature devrait continuer de s'appliquer, incluant notamment les

Initiales _____

obligations concernant la clause de responsabilité du **PARTICIPANT** et la conservation des documents.

11. MODIFICATIONS

Toute modification au contenu de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit entre les **PARTIES**. Cet avenant ne peut changer la nature de la convention et il en fera partie intégrante.

12. INTÉRÊTS

Dans les cas prévus à la clause « résiliation » et en cas d'utilisation à des fins autres que celles prévues à la convention, le montant de tout remboursement partiel ou total de la subvention réclamé par le **MINISTRE** portera intérêt au taux fixé pour les créances de l'État en application de l'article 28 de la Loi sur l'administration fiscale (chapitre A-6.002). Les intérêts seront calculés rétroactivement à partir de la date du versement du montant faisant l'objet du remboursement.

13. LOIS APPLICABLES ET TRIBUNAL COMPÉTENT

La convention est régie par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec sont seuls compétents.

14. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

En cas de différend découlant de la convention, les **PARTIES** s'engagent, avant d'exercer tout recours, à négocier entre elles afin de rechercher une solution amiable à ce différend. À défaut, elles pourront recourir à la médiation et devront alors assumer en parts égales les frais y afférents.

Malgré ce qui précède, chaque partie peut, en tout temps, choisir de faire appel au tribunal compétent pour régler le différend.

15. QUALITÉ DU FRANÇAIS

Les ressources affectées à l'exécution de la présente convention devront être en mesure de communiquer adéquatement en français, tant verbalement que par écrit.

S'il y a lieu, le **PARTICIPANT** doit s'assurer que les documents qu'il produit sont rédigés dans un français de bonne qualité, correctement orthographiés et présentés dans le style approprié à la nature du document.

Lorsque requis, le **PARTICIPANT** doit traduire, à ses frais, les documents qu'il produit afin de respecter l'obligation contenue à la présente clause.

À défaut par le **PARTICIPANT** de s'acquitter de cette obligation à la satisfaction du **MINISTRE**, celui-ci devra lui rembourser les frais encourus pour la révision linguistique du document et pour sa traduction, le cas échéant. Le **MINISTRE** doit donner, au préalable, un avis écrit de dix (10) jours au **PARTICIPANT** afin qu'il remplisse lui-même son obligation.

Initiales _____

GABARRIT

Initiales _____

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** ont signé, en deux exemplaires, aux dates et aux endroits suivants :

POUR LE MINISTRE :

À _____, le _____

Par : _____
Madame Marie-Josée Lizotte
Sous-ministre

POUR LE PARTICIPANT :

À _____, le _____

Par : _____
Nom de la ou du signataire autorisé
Titre

Initiales _____

ANNEXE

DESCRIPTION DE L'ÉTUDE ET PRÉSENTATION DU MONTAGE FINANCIER

Insérer la demande de participation au programme reçue au MERN et acceptée

GABBARIT

Initiales _____
